

Le professeur défend le brassage social

Philippe VAN PARIJS
propos recueillis par Frédérique Piron
Le Vif/ L'Express 52, 26 décembre 2008, pp. 76-79.

Le décret mixité a suscité de nombreuses réactions, notamment auprès de certains parents. Des réactions justifiées ?

Elles sont compréhensibles, mais la mixité est un objectif essentiel pour rendre notre système d'enseignement à la fois plus équitable et plus efficace.

La notion de mixité n'est pas bien comprise par les parents ?

C'est en partie parce qu'elle est trop bien comprise que les réactions sont si vives. Des études le montrent : si on veut prédire la trajectoire d'un élève sur le plan scolaire et, ultérieurement, sur le plan professionnel, on peut se baser sur ses caractéristiques intellectuelles et sociales. Mais on obtiendra une meilleure prédiction en se basant sur celles de ses camarades de classe. Pour promouvoir les chances de son propre enfant, il vaut mieux l'entourer d'élèves favorisés que d'élèves défavorisés. Mais pour promouvoir l'égalité des chances dans la société, la mixité dans les écoles est essentielle.

Cet objectif louable doit-il primer sur la sacro-sainte liberté des parents ?

L'idée d'un droit absolu d'inscrire son enfant dans n'importe quelle école ne tient pas : dès le moment où il y a des écoles très prisées, il est impossible que tous les parents qui veulent y inscrire leur enfant puissent le faire. Il ne s'agit pas de consacrer une liberté absolue, mais de répartir équitablement et efficacement une liberté toujours limitée. Pour atteindre une plus grande égalité des chances, la subsidiarité différentielle des écoles accueillant des élèves défavorisés peut aider, mais pas aussi efficacement que le mélange des élèves de toutes origines. En outre, la mixité, bien organisée, tire davantage les élèves les plus défavorisés vers le haut qu'elle ne tire les élèves plus favorisés vers le bas, et permet ainsi d'améliorer considérablement la performance moyenne de l'enseignement. Enfin, il y a l'aspect de cohésion sociale : ce n'est pas bon pour une société d'avoir des écoles-forteresses pour les gosses de riches d'un côté et des écoles-ghettos pour les gosses de pauvres de l'autre.

Les moyens mis en œuvre pour arriver à cette mixité sont-ils bons ?

Non, mais le tirage au sort est un progrès par rapport aux files d'attente. Il soulève le problème des inscriptions multiples. Certains, dont Etienne Michel (directeur général du Secrétariat général de l'Enseignement catholique, NDLR), invoquent la protection de la vie privée pour interdire une centralisation de l'expression des préférences. On pourrait concevoir un système plus élaboré, sans intrusion illégitime dans la vie privée, en collationnant l'ensemble des préférences exprimées, par exemple, dans l'ensemble du bassin scolaire de la Région bruxelloise.

Le problème fondamental n'est-il pas l'inégalité sociale ?

Oui, mais la mixité s'attaque à un aspect central du problème. Il serait hypocrite de critiquer les décrets en disant que ce n'est pas à l'école de résoudre ce problème mais à la société. S'il y a une institution dans notre société qui peut réduire les inégalités, c'est l'école.

Le problème ne se pose-t-il pas avant tout à Bruxelles ?

La ségrégation dans les écoles reflète largement une ségrégation géographique.

Bruxelles connaît un exode des familles francophones aisées vers le Brabant wallon avec pour conséquence, dans la zone métropolitaine bruxelloise, une ségrégation croissante entre des écoles de la Région – qui sont aussi de qualité très inégale selon le quartier – et des écoles de la périphérie wallonne et flamande.

Cela montre l'importance du contexte socio-économique : prospérité économique et qualité de l'enseignement ne vont-ils pas de pair ?

Bien sûr, mais Bruxelles est pris dans un cercle vicieux : il y a trop de boulots par rapport à la population bruxelloise mais ces boulots sont pris par des habitants de Flandre et de Wallonie qui ont la qualification nécessaire. Trop souvent, les jeunes bruxellois issus de l'enseignement francophone n'ont pas une connaissance suffisante de l'anglais et du néerlandais pour décrocher un premier boulot qui leur permette de pratiquer et améliorer leurs savoir-faires.

Comment sortir de ce cercle vicieux ?

On doit organiser une mixité plus grande, ce qui est possible dans une ville aussi dense que Bruxelles. On doit joindre à cela un financement différencié, qui peut prendre des formes neuves. Plutôt que d'avoir un petit supplément de revenu pour les écoles à discrimination positive, on pourrait imaginer des congés sabbatiques pour les enseignants des écoles difficiles afin de leur permettre de se recycler, de reprendre leur souffle, de faire des compléments de formation, de se rendre dans des écoles et des villes où il existe des problèmes analogues. Enfin, il y a l'importance de l'apprentissage des langues : tous les enfants qui sortent des écoles bruxelloises devraient être trilingues (français/néerlandais/anglais) et pas seulement les 4% d'élèves qui fréquentent des écoles européennes et les 16% qui suivent les cours des écoles flamandes de Bruxelles.

A Bruxelles, on devrait organiser un enseignement multilingue ou l'immersion linguistique?

Le gouvernement bruxellois doit avoir des compétences en matière d'enseignement, notamment pour pouvoir aborder de front le problème spécifique lié à la présence de différents réseaux : le réseau européen, le réseau flamand et les écoles francophones libres et officielles. Le danger de dualisation de l'enseignement à Bruxelles y est plus grave qu'ailleurs.

Il faut donc développer des formules innovatrices, comme l'immersion ou l'école bilingue. Pourquoi ne pas s'organiser pour que davantage d'élèves apprennent à lire et à écrire en néerlandais, qui a l'avantage d'une correspondance entre l'oral et l'écrit moins absurde qu'en anglais ou en français ? Pourquoi ne pas faire appel au soutien du commissaire européen au multilinguisme pour faire des expériences pilotes ? Enfin, les médias peuvent jouer un rôle important, notamment en sous-titrant leurs programmes: le gouvernement bruxellois doit pouvoir gérer ces matières pour permettre, notamment, une collaboration efficace, au service du trilinguisme, entre Télé-Bruxelles et TV Brussel.

Petit à petit, il faut s'acheminer vers un fédéralisme territorial, plus simple et plus efficace, où les communautés pourraient continuer à exister, mais seulement sous forme d'une coupole permettant la coopération entre les Régions.

Les enquêtes PISA montrent une piètre qualité de l'enseignement. Comment expliquer cela ?

On attribue une partie de la mauvaise performance de l'enseignement au rénové. Peut-être. Je crois qu'elle est due aussi, du côté francophone, à la grande inégalité entre les écoles et à l'absence de mixité. Mais il existe d'autres facteurs. Regardez les Finlandais : le fait qu'ils

regardent les films à la TV en version originale leur permet à tous, quelle que soit leur classe sociale, d'apprendre l'anglais plus efficacement, mais aussi d'apprendre rapidement à lire leur propre langue grâce aux sous-titres. Idem pour les petits Flamands. Il y a donc beaucoup de facteurs qui peuvent jouer, y compris la situation économique globale, la pédagogie utilisée, la multiplicité des réseaux qui peut empêcher de faire des économies d'échelle. Mais si l'on se rapporte à la moyenne des pays de l'OCDE, on ne peut pas dire que c'est une affaire de sous-financement dans l'enseignement de la Communauté française pris globalement.

N'est-il pas temps de fusionner les réseaux d'enseignement ?

Depuis la mise en œuvre du Pacte scolaire voici 50 ans, la Belgique a connu un phénomène de déchristianisation prononcée. C'est évident et inéluctable. Mais les réseaux ont quelque chose de précieux : la motivation, l'inspiration, les innovations sont en partie ancrées dans l'existence de ces réseaux. Ce qui ne doit pas empêcher les choses d'évoluer : vers une « étatisation » plus grande du réseau libre et une « émancipation » plus grande des réseaux officiels. Mettre en place une grande université de la Communauté française de Belgique aurait été un désastre. A l'ULB et à l'UCL, par exemple, nous nous revendiquons de valeurs liées à nos traditions spécifiques. Ces valeurs doivent être réinterprétées sans cesse pour mieux correspondre à la société actuelle et à ses défis. Mais il n'est pas opportun d'éradiquer la diversité de ces identités. Un argument analogue me semble valoir pour les réseaux.

Mais une autre question se pose : dans la logique du Pacte scolaire, ne devrait-il pas y avoir, à côté du réseau officiel et du réseau catholique, un réseau musulman ?

Si un tel réseau n'existe-t-il pas dans le cadre actuel, c'est à cause du coût des bâtiments. Mais il n'est pas souhaitable qu'un tel réseau se développe, parce qu'il impliquerait une ghettoïsation encore accrue des enfants d'origine musulmane. Il est donc important que nos réseaux officiels et libres se rendent aussi accueillants pour des enfants et des enseignants d'origine musulmane que pour des enfants et enseignants d'autres origines. La prohibition du port du voile à l'école, par exemple, est à mes yeux absurde et contre-productive. De même, je plaide pour qu'on supprime le « catholique » de « Université catholique de Louvain » entre autres pour contribuer à ce que les jeunes musulmans — aujourd'hui plus nombreux à Bruxelles que les jeunes catholiques — puissent s'y sentir pleinement chez eux, pas seulement tolérés ou accueillis.

La possibilité de supprimer le C de l'UCL suscite beaucoup de débats internes ?

Oui, on peut le dire. Avec quatre collègues des autres sites, on a lancé cet appel pour que notre nouvelle université (rassemblant outre l'UCL, Namur, St Louis et les FUCAM) s'appelle « Université de Louvain ». En l'espace de 24 heures, 750 membres du personnel y ont souscrit. Un « contre-appel » a été envoyé quelques heures plus tard, mais même plusieurs semaines plus tard n'a pas atteint le tiers de ce nombre au sein du personnel. Une université dynamique a besoin de l'adhésion de ceux qui y travaillent. Je suis sûr que nos autorités sauront en tirer les conclusions.

Enseignement et développement économique sont liés. L'argent investi dans le Plan Marshall ne risque-t-il pas d'être inopérant si on ne refinance pas parallèlement l'enseignement ?

Des régions comme les nôtres doivent pouvoir compter sur le hi-tech et la recherche universitaire. Le problème, pour des petites entités comme les nôtres, c'est qu'une bonne part des innovations ne sera pas utilisée localement. Investir dans la recherche avancée a beaucoup de sens au niveau des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Mais à notre niveau, on doit constamment se demander si on ne ferait pas un meilleur usage de l'argent public en

investissant dans les écoles maternelles plutôt que dans l'enseignement universitaire avancé. C'est en tout cas ce qu'il faudrait faire si l'objectif prioritaire était l'égalisation des chances.

Les frères Borlée quittent l'UCL pour la Floride à cause de problèmes d'infrastructures.

Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Bonne chance à eux là-bas. Mais il est plus important pour une société de viser à avoir une population bien portante globalement que d'investir dans quelques gars super entraînés qui rapportent des médailles olympiques.